

Un gouvernement sans prestige

L'on sait que le cabinet Parent a profité des élections fédérales de novembre 1900 pour surprendre, peu de jours après, ses adversaires et enlever sans coup férir les comtés de cette province, à peu d'exceptions près. La victoire de sir Wilfrid Laurier, lui avait rendu en ces circonstances, le succès facile. Aussi l'on a toujours considéré depuis, et avec raison, le crois, le gouvernement de Québec comme le succursale et l'accessoire de celui d'Ottawa. Peut-être avons-nous en ce fait l'explication de son peu d'influence. En effet, un gouvernement ne compte qu'en autant qu'il tire sa force de son propre principe, de sa virilité politique et de son indépendance ; il doit être quelque chose par lui-même, c'est-à-dire être principal et non pas accessoire, encore moins le serviteur timide ou l'esclave de ceux qui gouvernent à Ottawa.

L'on disait naguère, lorsque nous tentions d'obtenir du fédéral le règlement de cette question du rajustement des subsides : "Vous ne pourrez pas réussir, vous êtes des conservateurs et non des amis du gouvernement libéral d'Ottawa ; quand nous, les libéraux, nous serons au pouvoir à Québec, comme nous le sommes à Ottawa, c'est alors que nous pourrons en toute sûreté et confiance nous adresser à sir Wilfrid Laurier. Hélas ! M. l'Orateur, ici encore l'attente du public a été jusqu'à présent cruellement déçue !

Le gouvernement actuel

Peint par feu M. Mercier

Je suis tenté, M. l'Orateur, de mettre sous les yeux du gouvernement et de ses partisans, le passage suivant d'un discours de leur ancien chef, feu l'hon. H. Mercier, prononcé devant cette chambre en 1883. Abstraction

faite de la violence de langage, l'on ne peut ne pas être frappé par l'applicabilité sous certains rapports de ces remarques à la situation actuelle, celui qui les a prononcées pourrait, s'il vivait, adresser de ces mêmes reproches à ses amis. Je lis à la page 526 du *Hansard Desjardins* de 1883 :

"Le fait est que je me demande ce que vont faire nos ministres. Ils admettent que la situation est tendue, que les déficits et la dette augmentent, et ils n'ont pas le courage de proposer aucun remède pratique. Ils font preuve d'une impuissance absolue, vivent d'expédients, au jour le jour, comme des mendicants. A bout de ressources, ils songent à demander des secours à Ottawa, mais ils parlent de cette demande avec tant de maladresse qu'ils la rendent impraticable et forcent les vrais amis de la province à souligner qu'ils soient refusés, vu que leur succès ne nous donnerait qu'un remède inefficace et nous enlèverait toute espérance pour l'avenir.

"Et il n'y a là rien d'étonnant ; le ministère est tellement faible qu'il est à la merci du premier venu. Il hésite et tâtonne sans cesse au lieu de conduire la chambre, il se laisse conduire par elle ; au lieu de proposer quelque chose de pratique il s'égare dans des rêveries bêtes, etc., etc."

Vingt et un ans se sont passés depuis que ces paroles ont été prononcées : la plupart des acteurs alors sur la scène politique, n'y sont plus, mais les questions soulevées sont de même nature : augmentation des dépenses, équilibre, rajustement du subside fédéral, moyens pratiques pour remédier à l'insuffisance de notre budget, etc. Mais en tout cela, ayons-le, le parti libéral a promis le plus et tient le moins.

Je me résume, M. l'Orateur. Je crois avoir démontré amplement ce qui suit :

1o. Que sans la vente des limites à bois, les comptes publics pour 1902-03 eussent révélé un déficit de \$191,202.05, si l'on prend le produit de la vente au chiffre de \$352,204.58, tel qu'il appert à la page 21b du rapport du ministre des terres pour 1903, et un déficit de \$201,101.56, si l'on prend le chiffre de \$361,904.00 que nous donne le ministre lui-même.